Le "printemps arabe" est né en Tunisie. Il fut un espoir, déçu à ce jour, dans nombre des pays où il avait essaimé. Sauf en Tunisie, justement. Et c'est pourquoi le scrutin de dimanche dernier, gagné par le parti laïque "Nidaa Tounès" est signe d'espérance. Après un premier scrutin en 2011, remporté par le parti islamiste "Ennahda", un nouveau vote a eu lieu trois ans après, permettant une alternance, dans une atmosphère apaisée. Tous les partis ont reconnu le résultat du scrutin. Entre temps, l'assemblée constituante a adopté une Constitution à une très large majorité.

Il ne s'agit pas d'idéaliser les choses. Rien ne fut simple ni facile. Deux dramatiques assassinats politiques ont endeuillé la Tunisie. Les difficultés économiques restent lourdes. Le chômage des jeunes reste élevé. Et nombre d'habitants du centre et du sud de la Tunisie gardent le sentiment qu'ils n'ont pas recueilli les fruits de la "révolution du jasmin", à laquelle nombre d'entre eux ont contribué.

Tout cela est vrai. Il reste que la Tunisie est une terre de tolérance, un pays ouvert au monde. Elle est aujourd'hui une terre de démocratie. Le président de "Nidaa Tounès", Béji Caïd Essebsi, l'explique (dans *Le Monde* du 31 octobre) par plusieurs facteurs parmi lesquels ceux-ci : *"Depuis cinquante ans, nous avons généralisé l'enseignement"* et *"nous avons libéré la femme tunisienne, qui occupe désormais dans le paysage politique une place quasi égale à celle de l'homme."* Il ajoute qu'il manque aujourd'hui l'*"ingrédient du bien-être économique"*, qui sera la *"priorité"* du gouvernement qui sera constitué après les élections présidentielles du 23 novembre - et qui devra nécessairement, compte tenu du résultat des élections législatives, être un gouvernement *"d'ouverture"*.

Alors, même si les difficultés ne manquent pas, la Tunisie représente aujourd'hui un réel espoir. Souhaitons-lui "bon vent" !

Jean-Pierre Sueur

.



Phoca PDF